



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 246/23

AUTORISANT DES TRAVAUX D'INSTALLATION DE CONDUITES MULTIPLES

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants,

VU l'autorisation de voirie

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise SOTRANASA, domiciliée 35 boulevard de Saint-Assisclé 66000 PERPIGNAN, pour le compte de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois (C2A), pour effectuer des travaux d'installation de conduites multiples pour la téléphonie chemin du Puech des Vignes.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation, le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

CONSIDÉRANT la permission de voirie 37Orange23 du 17/08/2023 délivrée par la communauté d'agglomération du Grand Albigeois et accordée jusqu'au 03/12/2023.

- ARRÊTE -

Article 1 : L'entreprise SOTRANASA est autorisée à effectuer les travaux énoncés dans sa demande, chemin Puech de Vignes **du lundi 30 octobre 2023 au dimanche 3 décembre 2023.**

Article 2 : La circulation se fera par alternat de façon manuelle au droit du chantier.
La vitesse sera réduite à 30km/h si nécessaire.

L'accès aux piétons sera matérialisé et sécurisé.

Article 3 : Pour les besoins des travaux :

- Le stationnement sera interdit et réservé au droit du chantier pour les véhicules de l'entreprise sur la zone de travaux.
- Les véhicules poids lourds de l'entreprise seront autorisés à accéder à la zone de chantier.

Article 4 : La chaussée devra être restituée dans l'état de propreté dans lequel elle a été trouvée.

Article 5 : Sécurité et signalisation de chantier

L'entreprise mandatée devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Elle aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier de jour comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation,
- La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème}partie.
- Le passage des véhicules de secours devra être possible à tous moments.

Article 6 : Responsabilité

Le titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 9 : Le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 11 octobre 2023
Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

